



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIÈRES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – PROJET « ACCÈS À LA JUSTICE ET LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ » (AJULIH)

Cinq postes de conseiller(ère)s juridiques volontaires sont disponibles!

Litige stratégique • Aide juridique et assistance judiciaire • Activités de plaidoyer • Égalité entre les femmes et les hommes

Postes :	Cinq postes de conseiller(ère)s juridiques volontaires
Pays d'affectation:	Haïti
Durée:	Huit mois (possibilité de renouvellement)
Date de début:	Septembre/Octobre 2017
Langue de travail:	Français
Conditions:	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. Les frais liés à l'accompagnement par un(e) conjoint(e) ou des enfants ne sont pas couverts. Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation prédépart.

Autre condition :

Résumé des postes

Avocats sans frontières Canada (ASFC) est à la recherche d'au moins cinq personnes engagées et dynamiques qui souhaitent contribuer au succès du projet *Accès à la justice et lutte contre l'impunité en Haïti* (AJULIH). Les candidat(e)s ayant une expérience pertinente dans l'un des domaines recherchés (litige stratégique, aide juridique et assistance judiciaire, activités de plaidoyer et égalité entre les femmes et les hommes) sont particulièrement invité(e)s à postuler. Les volontaires retenu(e)s travailleront de concert avec des organisations de la société civile afin de renforcer l'accès à la justice.

Contexte

Active en Haïti depuis 2006, ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de soutenir la défense des droits humains des groupes ou des personnes les plus vulnérables par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Le projet AJULIH, d'une durée de cinq ans, financé par Affaires mondiales Canada, vise à mobiliser la société civile en tant qu'actrice incontournable du renforcement de la justice afin de pousser

cette dernière à devenir une institution forte d'une gouvernance inclusive et responsable et un réel contreponds démocratique.

Sécurité

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateur(trice)s est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e)s volontaires et le personnel en mission court terme.

Les candidat(e)s sélectionné(e)s sont formé(e)s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné(e)s, notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Description des postes

Les conseiller(ère)s juridiques volontaires sont appelé(e)s à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains au sein d'organisations partenaires. Les volontaires seront amenés à travailler dans l'un des domaines suivants : litige stratégique, aide juridique et assistance judiciaire, activités de plaidoyer ou égalité entre les femmes et les hommes.

Concrètement, les volontaires peuvent être amené(e)s à réaliser les tâches suivantes :

- Participer au développement de la stratégie juridique, à l'organisation et au suivi de dossiers, à la recherche, l'analyse et la systématisation de la preuve et à la préparation d'analyses et d'argumentaires juridiques;
- Participer à des activités de sensibilisation visant à renforcer la mémoire collective (devoir de mémoire);
- Travailler auprès d'organisation(s) partenaire(s) en offrant un soutien juridique et méthodologique pour les programmes et activités, avec une focalisation en matière d'aide juridique et d'assistance judiciaire (préparation des dossiers des plaignants, suivi des dossiers);
- Contribuer au développement d'une boîte à outils juridiques et techniques sur la documentation et la dénonciation des violations des droits humains, plus spécifiquement, des droits des femmes et des enfants;
- Appuyer les activités de formation en matière de documentation, dénonciation des violations et de respect des conventions internationales sur les droits humains;
- Contribuer à la préparation de la documentation nécessaire pour participer aux audiences devant les tribunaux nationaux, ainsi que les cours et tribunaux sous régionaux, régionaux et internationaux;
- Participer à des conférences et des activités de communications, de plaidoyer et d'engagement du public;
- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocats, Ministère Public, victimes, etc.);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications etc.;
- Accomplir tout autre tâche pertinente en matière de sensibilisation et d'assistance aux victimes de violations graves de droits humains;

- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site web d'ASFC);
- Réaliser toute autre tâche connexe nécessaire à l'atteinte de résultats.

Qualifications et aptitudes (exigences)

- Maîtrise du français parlé et écrit;
- Formation universitaire en droit;
- Connaissances dans l'un des domaines recherchés : litige stratégique, aide juridique et assistance judiciaire, activités de plaider, égalité entre les femmes et les hommes;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travailler sous pression etc.);
- Capacité à travailler en équipe dans des milieux de travail variés;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Engagement auprès d'organisations pour la promotion et la défense des droits humains;
- Expérience auprès d'organisations féministes ou de défense des droits des femmes ou des enfants, ou des personnes privées de liberté;
- Maîtrise des enjeux entourant l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Connaissance du créole;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité;
- Expérience de travail en Haïti, connaissances du contexte social, économique et juridique de pays en développement ou en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Être citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e) du Canada;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) en français **avant le dimanche 27 août 2017 à 23h59**, et ce, en complétant le formulaire en ligne au <http://cooperationvolontaireasfcibcr.com/participez/> sous la rubrique intitulée « **conseiller(ère)s juridiques volontaires – Haïti** ».

Nous remercions tout(e)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.